



Symposium sur le cellfilmage

Conférence suivie par le 9e Festival international du cellfilm de McGill

Page 2



L'ouragan Grace au Mexique

Témoignage d'une activiste culturelle de Sierra Norte de Puebla

Pages 4-5



L'extraction au Guatemala

Lancement d'un livre sur les activités minières canadiennes

Page 8



Nouvelles

Numéro 6
Automne 2021

CENTRE POUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONES ALTERNATIFS

Leadership pour l'écozoïque déménage au département d'anthropologie!

Par Dina Spigelski (Université McGill)

Le projet Leadership pour l'écozoïque (L4E) de McGill est ravi d'annoncer qu'il déménage au département d'anthropologie et qu'il est désormais codirigé par Colin Scott du CICADA et Peter G. Brown, directeur fondateur de L4E, qui est nommé conjointement à l'École de l'environnement Bieler et aux départements de géographie et des sciences des ressources naturelles. Ce déménagement est rendu possible grâce à un don d'un donateur privé qui finance des étudiant.e.s au doctorat et du personnel à l'Université McGill et à l'Université du Vermont pour faire avancer la vision et la mission de L4E. Les mandats de L4E et du CICADA se recoupent et se complètent très bien, présentant des opportunités uniques pour une recherche et une pédagogie engagées et collaboratives : CICADA dans le domaine des approches décolonisatrices pour la défense et la résurgence des territoires de vie autochtones par le biais de projets fondés sur les projets de vie collectifs des communautés autochtones; et L4E en mobilisant l'enseignement supérieur pour une refonte radicale des



Centre d'éducation environnementale du Lac Elbow, Ontario, 2016.

paradigmes qui sous-tendent les disciplines du droit et de la gouvernance, de l'éthique ainsi que de l'économie et de la finance. L4E a deux principaux nœuds d'activité : Anthropologie pour l'écozoïque, dirigé par Eduardo Kohn à McGill, et Économie écologique, dirigé par Joshua Farley à l'Université du Vermont. Ces nœuds abritent plusieurs groupes de recherche, dont le groupe de recherche sur le droit et la gouvernance et l'Ecozoic Policy Project. Cet automne, nous avons accueilli une deuxième cohorte de talentueux bour-



Cohorte 1 de L4E : Cours terrain sur la population à New York, 2019.

siers et boursières de L4E qui ont débuté leur doctorat dans l'une des deux universités, ce qui porte à 18 le nombre total de titulaires de bourse de L4E.

L'écozoïque, une vision de l'avenir fondée sur des relations mutuellement bénéfiques entre les sociétés humaines et la communauté vivante dans son ensemble dans l'optique de la justice sociale, s'appuie sur les innovations en matière de recherche transdisciplinaire pour axer l'enseignement supérieur sur la guérison et la restauration des systèmes de soutien de la vie sur Terre par la recherche-action. Pour de plus amples informations, consultez le [Plan stratégique de L4E](#), le [site web de L4E](#) ou suivez L4E sur [Twitter](#), [Instagram](#) et [YouTube](#). ●



Pourquoi la vidéo participative/le cellfilmage et pourquoi maintenant?

Le 10 juin, le CICADA et le Centre for Visual Methodologies for Social Change de l'Université McGill ont co-organisé le colloque en ligne « Pourquoi la vidéo participative/le cellfilmage et pourquoi maintenant? ». Cette conférence a permis aux chercheur.euse.s et aux éducateur.trice.s dont le travail consiste à soutenir des communautés par le biais de techniques de vidéo participative ou de cellfilmage de partager et de discuter de leurs expériences et de leurs idées (un cellfilm est une courte vidéo contenant un message concis et spécifique, tournée entièrement sur un cellulaire ou une tablette, souvent créée conformément à un scénario préalablement conçu plutôt qu'à l'aide de méthodes plus conventionnelles consistant à reconstituer une histoire lors du processus de montage après le tournage). Le symposium a débuté par une table ronde sur la naissance du cellfilm en Afrique, suivie d'une discussion entre praticien.ne.s sur la pertinence de la vidéo participative et du cellfilm aujourd'hui. Il s'en est suivi un échange riche et animé, au cours duquel les per-

sonnes participantes ont notamment présenté des exposés sur la manière dont elles ont intégré des méthodologies visuelles participatives dans leurs travaux récents; comment elles se sont efforcées, par ce travail, de favoriser un changement social significatif; comment leur travail a été reçu et adopté par les communautés avec lesquelles elles travaillent; certains des défis et des opportunités qu'elles ont découverts en utilisant ces outils et ces méthodes; comment leur travail avec ces outils et ces méthodes a évolué au fil des ans; leurs réflexions sur certains des aspects les plus importants et les plus pertinents de ce travail dans le monde d'aujourd'hui; et les espoirs des praticien.ne.s quant aux utilisations futures de ces outils.

La vidéo participative et la méthode photovoix constituent l'un des deux axes méthodologiques du CICADA, et l'un des participants au symposium, Ramson Karmushu, coordinateur de recherche au sein d'IMPACT, à Nanyuki, au Kenya, a reçu du matériel vidéo et une formation sur le photovoix de la part de Claudia Mitchell, cochercheuse du CICADA et professeure d'éducation à McGill.

Dans sa présentation à la conférence, Karmushu a offert un compte rendu du rôle important que cet équipement et ces connaissances ont ensuite joué dans son travail avec IMPACT, qu'il s'agisse de documenter les histoires des aînés maasai ou de faire du plaidoyer sur certains des défis pressants auxquels sont confrontés les membres de la communauté.



Atelier de formation du CICADA à Durban, en Afrique du Sud, 2018. Photo : Steven Schnoor.

Le symposium comprenait également des présentations sur trois guides récemment publiés à l'intention des praticien.ne.s de la vidéo participative et du cellfilmage ainsi qu'une session axée sur l'utilisation de ces outils pour le changement social et environnemental. La conférence s'est conclue par le 9e Festival international du cellfilm de McGill. Le festival a reçu plus de 50 vidéos en rapport avec le thème de cette année, Transformation. Les cellfilms gagnants dans cinq catégories ont été annoncés et projetés, et chaque équipe gagnante a remporté un prix de 500\$. Pour plus de détails, y compris les vidéos de toutes les participant.e.s, consultez le site internationalcellfilmfestival.com. ●

Visitez-nous en ligne



cicada.world/fr



facebook.com/CICADA.world



linkedin.com/company/CICADAorg



twitter.com/CICADAorg



youtube.com/CICADAorg

Restez en contact : envoyez-nous vos nouvelles!

Membres et partenaires du CICADA, merci de nous envoyer vos nouvelles pour les partager avec la communauté du CICADA dans nos futurs bulletins. Du texte et des images peuvent nous être envoyés à : cicada.news@mcgill.ca

Pour vous abonner à ce bulletin, visitez : cicada.world/fr/nouvelles/bulletin

Séminaire de cartographies autochtones

Par Benoit Éthier (UQAT)



Cérémonie de clôture du Séminaire de cartographies autochtones, 14 mai 2021.

Du 12 au 14 mai dernier a eu lieu le Séminaire de cartographies autochtones réunissant plusieurs chercheur.euse.s et partenaires autochtones membres du CICADA. Le but de ce séminaire était de favoriser la mobilisation et la diffusion

des connaissances reliées à la cartographie participative autochtone afin d'outiller les partenaires autochtones, les spécialistes de la recherche ainsi que des diplômées et diplômés pour la réalisation de cartographies participatives dans les communautés. L'évènement réunissait virtuellement des membres de la communauté scientifique universitaire, des personnes diplômées et des partenaires de recherche autochtones amenés à partager leurs résultats de recherche ainsi que leurs expertises en cartographies autochtones. Une trentaine de conférenciers et conférencières ont été impliqués, dont environ la moitié est membre du CICADA. Entre 100 et 200 personnes ont assisté à chacune des trois journées du séminaire. L'ensemble des présentations et le rapport-synthèse de l'évènement sont disponibles sur le site web du séminaire : www.uqat.ca/seminaire-cartographies-autochtones/. ●

Websérie sur la cartographie autochtone

Par Léa Denieul (étudiante au doctorat, Université Concordia)

Que signifie la cartographie pour les communautés autochtones d'aujourd'hui? Quels sont les principaux objectifs des projets de cartographie autochtone? Comment les connaissances spatiales ancestrales et la colonisation occidentale influencent-elles ces expressions spatiales? De manière générale, quels rôles jouent les cartes et la cartographie dans les contextes d'éducation (des communautés, du public) ainsi que dans les contextes sociaux et juridiques? Ce sont quelques-unes des questions qui nous ont inspirés à créer une Websérie présentant le travail diversifié des communautés autochtones, des activistes, des artistes et des chercheur.euse.s des réseaux du CICADA et de MappingBack impliqué.e.s dans la cartographie autochtone.

Afin de maximiser la visibilité de ces projets et l'utilité de cette initiative pour les communautés partenaires, nous avons décidé de travailler dans un cadre très souple dans lequel les cartographes décident de la manière dont ils et elles souhaitent présenter leurs projets ainsi que du type d'aide requis (le cas échéant) pour produire leurs vidéos. Dans l'ensemble, cette série d'études de cas et d'histoires est une fenêtre sur la diversité, la richesse et l'importance des pratiques et des résultats de la cartographie autochtone contemporaine.

Pour commencer, une équipe du Resguardo Cañamomo Lomapieta (Colombie) expliquera comment elle conçoit et met en œuvre son propre système d'information géographique

(SIG) pour la protection et la restauration de la réserve autochtone Cañamomo Lomapieta. Leur objectif est de garantir l'accès aux informations cartographiques du territoire par et pour les Peuples autochtones pour appuyer les décisions de gestion, d'administration, de suivi et de contrôle.

Restez à l'affût du premier épisode qui sera diffusé sur le web! ●



« Ce système est considéré comme un outil pour connaître et protéger notre territoire, pour comprendre les besoins de la terre, ses formes d'utilisation, les besoins en termes de réglementation et de propriété. Dès le début, nous avons compté sur la participation des membres de la communauté pour avancer collectivement dans le processus. »

- Claudia Zorany Ayala Leon, coordonnatrice du projet



L'ouragan et ses conséque

Partagé par Pierre Beaucauge (Université de Montréal)

Voici un témoignage sur l'ouragan Grace, tel que vécu par une habitante de San Miguel Tzinacapan, activiste culturelle à la station de radio communautaire « Radio Tsinaka ».

Samedi 21 août

À minuit, l'ouragan Grace a commencé à se faire sentir à San Miguel Tzinacapan. Le vent était accompagné d'une faible pluie, et l'électricité a été coupée immédiatement. Entre 1 et 4 heures du matin, l'intensité a augmenté. Les tôles des toits ont commencé à s'envoler, tombant sur d'autres maisons; les arbres ont été déracinés et certains sont tombés. Le signal internet a été coupé. Les maisons ont été inondées, les vêtements mouillés, et les fenêtres se sont ouvertes. Certaines familles ont dû sortir au milieu de la nuit, sous la pluie et le vent, pour s'abriter chez des parents ou des voisins. Certains étaient trop éloignés pour le faire et se sont réfugiés sous la table. Personne n'a dormi.

À 8 heures du matin, les gens ont commencé à chercher les tôles et à enlever l'eau des maisons. Certaines tôles avaient déjà été prises par d'autres personnes, alors que d'autres étaient pliées ou détruites. Il n'y avait plus d'eau potable, car les arbres dans la forêt étaient

tombés sur les tuyaux et avaient interrompu le système. Nous avons commencé à réparer certains toits. Le prix de la tôle avait déjà augmenté.

La dynamique domestique des jours à venir a commencé : recueillir l'eau de pluie ou la porter depuis le bassin, faire de longues files d'attente pour le moulin et la *tortillería* (boulangerie de tortillas), qui fonctionnent avec une génératrice, ou moudre le nixtamal dans le moulin ou le mortier pour se nourrir.



Une maison dont le toit en tôle s'est envolé.

Dimanche 22 août

Nous sommes toujours sans électricité et sans eau potable. Au milieu de la reconstruction des maisons et des toits, du relèvement des arbres et de la coupe des plants de poivre que l'ouragan a déracinés, nous avons osé répéter certaines danses pour la fête. Nous répétons, il n'y a pas d'eau potable et nous sommes en pleine pandémie. Heureusement, il a plu et nous avons stocké suffisamment d'eau.

Lundi 23 août

Tzinacapan est toujours privé d'électricité et d'eau potable. Apparemment, c'est le cas de toute la région, car on n'entend aucune des stations de radio de Poza Rica et de Tuxpan que l'on capte normalement.

La vie continue entre nettoyer du poivre, cueillir des plantains mûrs tombés à cause de l'ouragan et relever des plants de café aux fruits verts. Les écureuils et les oiseaux viennent manger des goyaves et des plantains; que vont-ils manger ensuite?

Pendant la nuit, l'électricité et la réception cellulaire ont été rétablies dans la capitale municipale, Cuetzalan. Certaines personnes qui y travaillent ont pu communiquer par ce moyen. La plupart des gens n'ont pas de travail.

Il a plu de nouveau et les seaux, les fûts en acier, les chaudrons à tamales et les cuiseurs à riz se sont remplis d'eau.

Mardi 24 août

Toujours sans électricité ni eau potable. Les travaux ont commencé dans la forêt. Les chemins sont méconnaissables, car il y a des arbres énormes qui se sont effondrés. On continue à broyer le nixtamal ou à faire de longues files d'at-

nces : le journal de Saraí

tente à la *tortillería* ou au moulin alimenté par une génératrice, dont le prix est un peu plus élevé.

Certaines femmes vont à la rivière pour laver leurs vêtements. Il n'a pas plu aujourd'hui.



Un champ endommagé par l'ouragan.

Mercredi 25 août

Ce n'est pas encore l'aube et au bassin d'eau, il y a déjà des dizaines de personnes qui transportent de l'eau pour se laver. Ils y lavent même leurs vêtements dans les lavoirs construits il y a quelques années. Toute la matinée a été consacrée à des allées et venues du bassin avec des bidons, des gallons, des *parihuelas* (brouettes), des *mecapales* (sorte de tapis roulant) et même des bouteilles d'eau.

Plus de 100 hommes ont participé aux travaux d'approvisionnement en eau et ont réussi à raccorder les plus gros tuyaux, mais l'ensemble du système n'a pas encore été rétabli. Nous sommes toujours sans électricité; toutefois, il y a maintenant de l'électricité à Jonotla,

donc le signal cellulaire de là-bas atteint le quartier de Tatempan. Il a plu un peu.

Jeudi 26 août

Les poteaux électriques effondrés de Chilkouta sont toujours au sol. Les électriciens de la Commission fédérale d'électricité vont et viennent dans toutes les communautés, mais ils n'ont toujours pas réparé la nôtre. Les écoles commencent à annoncer leurs corvées, leurs réunions et leur besoin de s'organiser pour le retour en classe au milieu d'une pandémie et d'un ouragan. Elles utilisent des hauts-parleurs comme moyen de communication. Les autres comités de l'eau commencent à s'organiser pour réparer leur système.

Dans l'après-midi, l'eau potable est arrivée à Tzinacapan, bien avant les travailleurs qui l'avaient réparée dans la forêt. Il y a encore beaucoup de choses à reconstruire et le travail va continuer, tout comme la coopération pour acheter le matériel nécessaire.

Vendredi 27 août

Ceux qui sont allés à Cuetzalan pour recharger leurs cellulaires et capter un signal ont entendu dire qu'un autre cyclone arrive ce week-end. Certaines maisons ont déjà un toit; d'autres sont encore à l'air libre. Où que vous soyez, vous entendez les haches et les scies qui

coupent les arbres, les génératrices de la *tortillería* et le moulin à nixtamal.

Les maladies bactériennes, virales et fongiques commencent, conséquences d'avoir été sous l'emprise du vent et de la peur. De plus, la COVID continue de s'immiscer dans notre vie quotidienne. Les écoles reprendront les cours lundi. Certaines ont décidé de poursuivre l'enseignement à distance, mais il n'y a toujours pas d'électricité.

Samedi 28 août

Pas d'électricité et peu d'eau potable. Un signal cellulaire a été disponible pendant une demi-heure quand une génératrice a été installée à la tour cellulaire.

Il y a une augmentation des cas confirmés de COVID dans la communauté, en plus d'une épidémie touchant les poulets qui s'est aggravée après l'ouragan. Fièvres, frissons, frayeurs, asthme, diarrhées et infections bactériennes, virales et fongiques sont en augmentation.

Dimanche 29 août

Un jour avant le début des cours, il n'y a pas d'électricité. La communication entre les enseignants et les parents est minimale; on sait que le cycle va commencer virtuellement dans la plupart des écoles. Beaucoup de reconstruction reste à faire. ●

Les droits fonciers en Australie du Nord à nouveau menacés?

Par Jon Altman (Université nationale australienne)

La loi sur les droits fonciers aborigènes (Territoire du Nord) de 1976 est une législation du gouvernement australien qui a constitué le point culminant de la législation sur les droits fonciers en Australie : elle est limitée au Territoire du Nord (TN) de l'Australie et a entraîné le transfert de près de la moitié du domaine terrestre (environ 700 000 km²) et de 85 % du littoral sous la forme d'un titre de pleine propriété inaliénable à des fiducies foncières aborigènes. Les droits relatifs au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause dévolus aux propriétaires traditionnels sur ces terres surpassent les droits et intérêts restreints prévus par la loi sur les titres autochtones, adoptée ultérieurement en 1993. Par conséquent, les gouvernements conservateurs cherchent continuellement à diluer la loi sur les droits fonciers, plus puissante.

En juin 2021, le gouvernement australien a annoncé « les réformes les plus complètes » de la loi sur les droits fonciers depuis 1976. Ces réformes visent à créer une société d'investissement aborigène du TN (NTAIC en anglais), à rationaliser les dispositions relatives à l'exploration et à l'exploitation minière et à améliorer et clarifier les dispositions de la loi sur les droits fonciers relatives à l'administration des terres. Ces réformes ont été conçues conjointement avec les quatre conseils fonciers aborigènes (les autorités statutaires établies pour aider les propriétaires fonciers traditionnels à gérer leurs terres).

Un élément novateur de la loi sur les droits fonciers fut la création du compte de prestations aborigène (ABA en anglais), qui reçoit l'équivalent des

redevances minières perçues sur les terres appartenant aux Aborigènes. Depuis 1978-79, l'ABA a reçu 4 milliards de dollars AUD en équivalents de redevances minières et a gagné 350 millions de dollars AUD en intérêts. Ces revenus sont utilisés pour indemniser les propriétaires des zones touchées par l'exploitation minière (30 % des revenus), pour financer les conseils fonciers et pour accorder des subventions aux Aborigènes du TN ou au profit de ces derniers de manière plus générale. L'ABA a également accumulé 1,4 milliard de dollars de capitaux propres.

Les amendements proposés visent à transférer la moitié de ces capitaux propres (680 millions de dollars AUD) à la NTAIC proposée, établie en tant que nouvelle autorité statutaire pour renforcer l'autonomie économique des Peuples autochtones. Cet organisme utilisera ses revenus pour accorder des subventions, mais aussi pour investir dans de nouveaux projets. Le solde du capital reste à la discrétion du ministre.

Tout cela semble très positif, comme un pas vers l'autodétermination : mais l'est-ce vraiment? L'un des problèmes est que ces réformes ont été négociées entre le gouvernement australien et les conseils fonciers en secret, en excluant les communautés locales et le gouvernement du TN. Une grande partie de

ces négociations ont eu lieu pendant la période débilante de la COVID-19, au cours de laquelle une grande partie des terres aborigènes ont été une zone de biosécurité. Un autre problème est qu'un ensemble complexe d'amendements a été déposé auprès du parlement et a été soutenu par l'opposition. Dans le cadre du système parlementaire australien, une telle action empêche l'examen public des amendements.

Comme toujours en Australie, ces amendements sont très politisés et le discours du gouvernement en faveur de leur adoption est lourdement axé sur le développement et vise à augmenter l'extraction de minéraux et de gaz sur les terres aborigènes. Cette extraction pourrait s'étendre sur 15 aires protégées autochtones, qui couvrent actuellement 260 000 km² du TN. Les moyens de pression dont disposent les propriétaires fonciers traditionnels pour arrêter l'extraction ou obtenir un retour plus équitable seront dilués. Au moment où j'achève ce bulletin, un éventail de parties prenantes ont plaidé avec succès en faveur d'une brève enquête du Sénat qui garantira que ces amendements risqués fassent l'objet d'un examen transparent, en particulier par les propriétaires fonciers traditionnels qui n'ont peut-être pas été consultés et dont le consentement pourrait ne pas avoir été obtenu.●

Prix et distinctions

- Étienne Roy Grégoire, [Prix de l'ACDS pour le meilleur article 2021 \(langue française\) - Mention honorable](#): « Gouvernamentalité extractive et autodétermination au Canada. Écosystèmes normatifs et charge critique de l'inter-normativité » (2020) 35(3) CJLS/RCDS 455-475.
- KRAPAVIS, [gagnant d'un des Prix de la biodiversité de l'Inde 2021](#).

Numéro spécial sur les défenseur.euse.s de l'environnement

Par Caroline Seagle (candidate au doctorat, Université McGill)*

En 2019, les membres de la CPEES se sont réunis pour élaborer un numéro spécial de Policy Matters, une revue en libre accès éditée et publiée par l'UICN-CPEES, consacré aux défenseur.euse.s de l'environnement. Le projet a évolué en un ouvrage interdisciplinaire en trois volumes, composé d'articles universitaires, de poésie, de musique, d'art, de vidéos et de photos. Le numéro spécial présente les histoires, les enjeux et les voix de défenseur.euse.s de l'environnement à travers le monde. Lors du Congrès mondial de la nature de 2021 à Marseille, le numéro spécial a été lancé à l'occasion de trois événements, dont le dialogue de haut niveau sur les défenseurs de l'environnement, au cours duquel le Rapporteur spécial du HCR a appelé à une collaboration plus étroite et à une action immédiate.

Dans ce numéro spécial, Manuela Picq, universitaire, militante et défenseuse de l'environnement en Équateur, souligne que les Peuples autochtones et les communautés locales sont les premiers gardiens de la biodiversité mondiale et que leurs droits humains doivent être respectés. Hindou Oumarou Ibrahim, défenseuse des droits des Peuples autochtones et négociatrice sur le climat au Tchad, souligne l'importance de reconnaître la sagesse écologique, les droits territoriaux et les moyens de subsistance des Peuples autochtones pour préserver la nature. Pourtant, ces groupes sont constamment pris pour cible par les industries extractives et réduits au silence (souvent de manière violente) lorsqu'ils dénoncent les injustices environnementales et sociales. La situation est urgente et désastreuse. 331 défenseur.euse.s de l'environnement et des droits humains ont été tués en 2020, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré (Front Line Defenders 2020). En tant que chercheur.euse.s universitaires, nous devons approfondir notre compréhension des complexités, des facteurs et des solutions : comment une solution éthique pourrait-elle

être élaborée, par qui, et quel en serait l'objectif?

Parmi les multiples appels à l'action du numéro spécial, Hindou Oumarou Ibrahim souligne la nécessité de mettre immédiatement fin à la criminalisation des défenseur.euse.s de l'environnement; de consacrer des ressources, du soutien et des fonds aux défenseur.euse.s; et de rendre les politiques et les actions climatiques plus participatives.

Les Peuples autochtones et les communautés locales, dont beaucoup sont des défenseurs de l'environnement, jouent un rôle prépondérant dans la gouvernance et la conservation de la biodiversité (APAC 2021). La communauté de la conservation doit prendre position sur la situation désastreuse des défenseur.euse.s de l'environnement et reconnaître et faire respecter leurs droits. Notre objectif, avec ce numéro spécial, est de mettre en lumière les histoires des défenseur.euse.s du monde entier, en soulignant qu'un changement de mentalité de la part de la communauté de la conservation s'impose. Nous espérons que ce numéro spécial suscitera un débat constructif et aboutira à des recommandations politiques et des pratiques qui respectent tout autant les communautés autochtones et locales que la conservation de la nature.

Ce numéro est dédié à tous les défenseur.euse.s qui, jour après jour, mettent leur vie en péril pour défendre la nature et leur communauté contre l'exploitation minière et forestière, l'agro-industrie, les acquisitions foncières et les expulsions liées à la conservation. Le numéro en trois volumes est disponible en accès libre [ici](#). ●

*Texte adapté de la préface, signée par l'équipe de rédaction du numéro : Ameyali Ramos (UICN CPEES), Philippe LeBillon (Université de la Colombie-Britannique), Caroline Seagle (UICN CPEES), Masego Madzwamuse (UICN CPEES), Kristen Walker Painemilla (UICN CPEES), Iryna Petriv (Consultante), Liliana Jauregui (UICN Pays-Bas).



Aski Masinahikan : ateliers de cartographies autochtones

Les ateliers de cartographies Aski Masinahikan visaient à réunir des jeunes et des aînés atikamekw nehirowisiwok dans une optique de partage de connaissances territoriales et cartographiques. À cet effet, nous avons invité les jeunes, les aînés de la nation et des chercheur.euse.s atikamekw et universitaires à présenter leurs travaux et à prendre part aux échanges et au partage d'expériences territoriales qui ont enrichi les présentations. Les ateliers Aski Masinahikan se sont tenus les 27 et 28 octobre 2021 au [Club Odanak](#), situé à moins de 15 km de la ville de La Tuque (Capetciwotakan). Cet événement a été rendu possible grâce à une contribution financière du CICADA (petites subventions) et du CRSH (connexion). Pour toute information, veuillez contacter Benoit Éthier à benoit.ethier@uqat.ca.

Publications récentes de partenaires du CICADA

Beaucage, Pierre & Xánath Rojas Mora. 2021. « Cosmologías nahua (maseual) y totonaca (tutunakú) de la Sierra Norte de Puebla (México) Primera parte: el tiempo de la creación. » *Anales de Antropología* 55, no. 2 (juillet-décembre) : 151-167.

Delamour, Carole, Jo Anni Joncas, David Bernard, **Benoit Éthier** & Francesca Croce, dir. 2021. [Kasalokada ta lagwosada: Réalité et enjeux de la recherche collaborative en milieux autochtones](#). Collection °.Cogito. Sherbrooke : Éditions Peisaj.

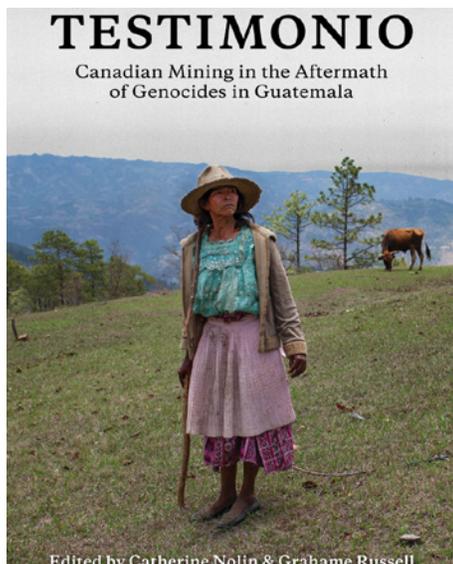
Gabbert, Echi Christina, Fana Gebresenbet, **John G. Galaty** & Günther Schlee, dir. 2021. [Lands of the Future: Anthropological perspectives on pastoralism, land deals and tropes of modernity in Eastern Africa](#). New York : Berghahn Books.

Manikuakanishtiku, **Justine Gagnon**, **Caroline Desbiens** & Éric Kanapé. 2021. « [A river of names: the multiple voices of an Innu Riverscape](#). » *River Res Applic* (numéro spécial) : 1-10.

Rodriguez, Iokine & Vladimir Aguilar Castro. 2021. [Juegos de poder en la conquista del Sur: dominación, resistencias y transformación en la lucha contra el extractivismo en el Parque Nacional Canaima, Venezuela](#). Venezuela : Fundación Buría.

Weitzner, Viviane. 2021. « [“Guardia, Guardia!”: autonomías y defensa territorial en el contexto del pos-Acuerdo colombiano](#). » Dans *Autonomías y Autogobierno en la América Diversa*, sous la direction de Miguel González, Araceli Burguete Cal y Mayor, José Marimán, Pablo Ortiz-T. & Ritsuko Funaki, 591-626. Quito-Ecuateur : Édition universitaire Abya-Yala.

Testimonio: L'exploitation minière canadienne au lendemain des génocides au Guatemala, sous la direction de Catherine Nolin & Grahame Russell (2021)



Diodora Hernández, défenseuse du territoire maya. Photo : [James Rodríguez](#) de [mimundo.org](#).

Qu'est-ce que la terre? Une ressource à exploiter? Un foyer à chérir? Au Guatemala, un pays encore sous le choc de trente-six ans de répression étatique et de génocides soutenus par les États-Unis, les intérêts miniers canadiens dominants profitent de la transformation

de la terre en propriété, tandis que les responsables agissent dans une impunité quasi-totale.

Les éditeurs Catherine Nolin et Grahame Russell s'appuient sur plus de trente ans de recherche communautaire et de travail de soutien direct à la communauté au Guatemala pour exposer l'impitoyable machine d'État qui profite à l'industrie minière canadienne : un mastodonte d'exploitation à la rentabilité stupéfiante, sanctionné et soutenu à chaque étape par le gouvernement canadien.

Cette collection éditée appelle les Canadiens.ne.s à demander à notre gouvernement et à nos entreprises de rendre pleinement compte du rôle qu'ils ont joué en permettant la violence au Guatemala et en en tirant profit. Le texte se distingue par la présence d'une série de *testimonios* (témoignages) inébranlables rédigés par des chefs de commu-

nautés autochtones du Guatemala, ainsi que par des contributions très variées de journalistes d'investigation, d'universitaires, d'avocat.e.s, de militant.e.s et de documentaristes sur le terrain.

Alors que les ressources sont arrachées à la terre et que les communautés et l'environnement sont déchirés, l'acte de solidarité et de témoignage (plutôt que l'extraction de connaissances) devient plus radical que jamais. Pour commander le livre : bit.ly/BTLB2021. ●

Le livre a été officiellement lancé par *Between the Lines* le 25 octobre. Durant le lancement, les contributeur.trice.s au volume ont présenté les problèmes posés par les activités minières canadiennes au Guatemala et le rôle que l'État canadien a joué dans le soutien de ces activités. La vidéo du lancement est disponible à youtu.be/T7ZeNaMaFtk.